



Histoire de l'éducation

113 | 2007
Varia

La formation des élites grecques dans les universités occidentales (1837-1940)

The Education of the Greek Elite in Western Universities (1837-1940)

Zur Ausbildung der griechischen Eliten an westlichen Universitäten (1837-1940)

La formación de las élites griegas en las universidades occidentales (1837-1940)

Pandelis Kiprianos



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1354>

DOI : 10.4000/histoire-education.1354

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 3-30

ISBN : 978-2-7342-1076-4

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Pandelis Kiprianos, « La formation des élites grecques dans les universités occidentales (1837-1940) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 113 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1354> ; DOI : 10.4000/histoire-education.1354

LA FORMATION DES ÉLITES GRECQUES dans les universités occidentales (1837-1940)

par Pandelis KIPRIANOS (1)

L'université d'Athènes, la première de la péninsule balkanique et des territoires de l'Empire ottoman, parvient dès sa création en 1837 à attirer une bonne partie des Grecs du royaume, des territoires ottomans et de la diaspora qui fréquentent alors les universités européennes. La tendance se renverse à partir des années 1870. Dès lors, de plus en plus de Grecs s'inscrivent dans des universités occidentales, notamment allemandes, françaises et, à partir de 1920, américaines. Dans les pages qui suivent, nous traiterons des trajectoires des étudiants grecs dans ces universités depuis la fondation de l'université d'Athènes jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, pour éclairer la formation des élites intellectuelles grecques et leurs relations avec les puissances de l'Ouest.

Créée essentiellement pour servir la construction d'une nation émergente par la formation des élites et la propagation de l'irrédentisme grec, l'université d'Athènes ne parviendra à atteindre ses objectifs que partiellement. Dans la période où se forme un marché universitaire européen, puis intercontinental, les besoins en savoir – technique en premier lieu –, la quête individuelle de distinction et les pratiques d'accueil d'étudiants étrangers des pays développés conduisent, à partir de 1870, un nombre croissant de jeunes Grecs vers des universités étrangères. Ce processus est de première importance pour la formation des élites intellectuelles, politiques et économiques

(1) Cet article est le fruit d'une recherche effectuée à Paris ainsi qu'à l'université de Princeton, rendue possible dans le cadre d'une allocation de recherche du *Program in Hellenic Studies*. Je tiens ici à remercier Pierre-Marie Mesnier, maître de conférences, Philippe Missote et Marie-Lise Semblat enseignants à l'université Paris III, ainsi que Peter Brown et Dimitri Gondicas, professeurs à l'université de Princeton, pour leur accueil, leur aide et leurs encouragements.

grecques, mais aussi pour leurs rapports avec les principaux pays occidentaux. Le choix du pays d'études, sans déterminer les orientations politiques, culturelles et économiques de la Grèce, pèse en effet sur elles et conditionne leur cours.

I. L'UNIVERSITÉ D'ATHÈNES : AU SERVICE D'UNE NATION EN CONSTRUCTION

Durant la « Résurrection » – ou Révolution, selon le terme consacré – nationale grecque (1821-1828), on pense couramment parmi les insurgés, du moins les notables, que celle-ci est le fait des Lumières et des lettrés. Même exagérée, cette représentation prend appui sur une forte valorisation du savoir et de ses détenteurs. Cela tient à la fois à la formation d'une couche relativement étendue de commerçants et à la propagation de l'esprit des Lumières depuis le milieu du XVIII^e siècle.

Pour cette double raison, le nombre des étudiants grecs en Europe, souvent subventionnés par le mécénat, croît alors sensiblement. On ne connaît pas leur nombre, mais on sait qu'ils fréquentent particulièrement les universités italophones, francophones et germanophones. Un auteur les estime à 150 au XVII^e siècle (1). Constantin Koumas, éminent représentant des Lumières en Grèce, se référant aux années 1817-1819, fait état de « centaines » d'étudiants « dispersés en Italie, en France et en Allemagne » (2). Une historienne contemporaine évalue leur nombre à 840 pour la seule université de Pise, en Italie, de 1806 à 1861 (3). On mentionne aussi, en 1820, la présence à l'université de Munich de 150 étudiants grecs qui y forment, semble-t-il, le plus important contingent d'étudiants étrangers (4).

(1) Pierre A. Moraitinis, *La Grèce telle qu'elle est*, Athènes, 1877 / Paris, Firmin-Didot, 1877, réimpr. Athènes, Éditions D.N. Karavias, 1986, p. 74.

(2) Konstantinos Koumas, *Histoires des actes humains* (en grec), t. 12, Vienne, 1832, réimpr. Athènes, Éditions D.N. Karavias, 1996, p. 596.

(3) Alói Sideri, « Dans l'Occident les lumières », in *Université : Idéologie et culture. Dimensions idéologiques et perspectives* (en grec), Athènes, AHJG-SGJ, t. 1, 1989, pp. 84-98.

(4) Panagiotis Balachamis, *Die griechische Volksschullehrerbildung. Unter besonderer Berücksichtigung des Einflusses der deutschen Pädagogik*, Inaugural Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Philosophischen Fakultät der Ludwig-Maximilian-Universität zu München, 1971. À noter, par ailleurs, que la

Dans une conjoncture de demande accrue, et faute d'autre personnel qualifié, ces hommes ont encadré l'État grec alors en formation à son plus haut niveau. Les « autochtones », évincés de l'État, réagissent et tentent en 1843, lors des débats sur la première Constitution, d'interdire aux « hétérochtones » l'accès aux postes publics. Tentative avortée puisque les lettrés, pour la plupart nés hors des territoires du nouvel État (1) et éduqués à l'étranger, en majorité dans des universités allemandes, et en second lieu françaises, occupent les postes importants, notamment dans l'éducation.

Formé en 1828, l'État grec s'étend alors sur un territoire restreint et comptait un peu plus de 600 000 habitants, soit le quart environ des Grecs de l'Empire ottoman. L'un des objectifs du nouvel État est l'institution d'un système éducatif « complet », comprenant une université. Malgré certaines réticences quant à l'opportunité de ce projet, l'université d'Athènes, dite d'Othon, est fondée en 1837, mais en l'absence de tout débat sérieux à son sujet. Sans en posséder les principes directeurs (notamment la liberté des enseignants et l'esprit de recherche), elle a les apparences d'une université humboldtienne (structure et organisation). Son objectif, toutefois, est clair. Elle est conçue comme l'instrument destiné à éclairer la nation, dans le but de retrouver la gloire d'antan et de propager les valeurs occidentales en Orient.

1. Construire une certaine identité nationale

L'objectif se précise au fil du temps. Il s'agit de former les porte-parole de la grécité et, pour ce faire, de faire venir les Grecs du royaume et surtout ceux qui vivent hors de ses frontières. L'université attire au début un certain nombre d'étrangers mais, au fur et à mesure que le temps passe, finit par ne plus s'adresser qu'aux Grecs. Pour

société des Amis des Muses (*Philomouson*), créée en 1813 à Athènes, s'est donné entre autres objectifs l'envoi de jeunes Grecs dans des universités allemandes. Le professeur Thiersch fonda l'*Athenaeum* à Munich pour leur enseigner l'allemand; cf. Noehden, « On the Instruction and Civilization of Modern Greece », *The Classical Journal*, XLII, June 1820, pp. 189-197.

(1) À titre d'exemple, sur les 30 premiers professeurs de l'université d'Athènes (25 Grecs et 5 Allemands), 23 sont nés hors du Royaume. Voir Jean-Jacques Ampère, « De l'Instruction publique et du mouvement intellectuel en Grèce », *Revue des Deux Mondes*, t. II, Paris, 1843, pp. 110-134.

faire venir ceux qui résident hors du royaume, des « facilités » sont ménagées : on prête moins d'attention à leurs diplômes et on est moins sévère lors des examens oraux ; contrairement à ce qui se passe dans les autres pays européens, les frais d'études sont quasi inexistant, même dans les deux facultés les plus sollicitées, celles de médecine et de droit.

Le projet d'attirer les Grecs vivant à l'extérieur du royaume, en particulier dans les territoires de l'Empire ottoman, réussit dans un premier temps en dépit de sérieuses difficultés, parmi lesquelles la modicité chronique des ressources financières du nouvel État (1) (les nombreuses donations des particuliers, notamment de la diaspora, couvrent les frais d'infrastructure et de fonctionnement), ainsi que l'attractivité réduite d'Athènes : celle-ci reste jusqu'en 1880 une ville modeste, loin derrière Constantinople et Smyrne, qui, bien que villes ottomanes, demeurent les centres d'attraction économiques et culturels des Grecs. Mais le processus de formation de l'État et les besoins en personnel administratif alimentent la demande de diplômés ; la demande d'avocats, d'enseignants et surtout de médecins de la part des Grecs de l'Empire ottoman y concourt également. Cette double demande entraîne l'augmentation sensible du nombre des étudiants de l'université d'Athènes à partir du milieu des années 1860 – hausse des effectifs qui accroît son poids et celui de ses diplômés. Outre son rôle de centre culturel au service de la formation de la nation, elle assume dorénavant une fonction supplémentaire : la formation de l'élite politique. De fait, elle devient l'un des principaux centres d'activité politique à partir des années 1850. On peut même la dire hyperpolitisée : elle est l'un des principaux foyers d'opposition au premier roi du pays, le Bavaois Othon, et participe activement à son renvoi en 1862 et à la mise en place d'une nouvelle constitution en 1864.

Ainsi, dans une société agraire et dans une conjoncture de formation de l'État-nation, l'université remplit de multiples fonctions : elle participe à la formation de l'élite politique, des cadres de l'administration, de certaines professions, et joue aussi un rôle de vecteur culturel. En bref, elle est un agent d'attribution et de distribution de divers types de capital, politique, culturel, social et symbolique. La

(1) Jusqu'au milieu des années 1870, les performances économiques de l'État grec seront modestes, ce qui est à imputer, outre la modicité des ressources naturelles, à la politique suivie, dominée par l'irrédentisme.

question serait de savoir quelle est sa place dans l'économie générale de production et de distribution de ces capitaux : consacre-t-elle les hiérarchies établies ou participe-t-elle à leur réaménagement ? Faute d'études sur cette question, on ne saurait y répondre. Mais on sait que, depuis la formation du nouvel État, trois groupes se disputent le pouvoir politique : les « hétérochtones » aisés, à savoir des Grecs non-originaux du royaume qui ont fait leurs études dans des universités européennes ; les notables autochtones, riches rentiers (du Péloponnèse, notamment) ayant fait fortune sous le régime ottoman ; et les militaires « illustres », qui disposent d'un capital symbolique et social en vertu de leur action lors de la guerre de l'Indépendance. À en juger par leurs discours, ces trois groupes ont beaucoup investi dans l'école, y compris l'université. Cependant celle-ci s'adresse, on l'a vu, à un auditoire beaucoup plus large, et ses diplômés sont extrêmement valorisés. Il n'est donc nullement étonnant que le nombre des étudiants croisse sensiblement à partir de 1863, passant de 52 en 1837-38 à 1 244 en 1872 et à 3 331 en 1889 pour une population de 2 187 000 habitants.

Plusieurs travaux – certains datés de la seconde moitié du XIX^e siècle, d'autres contemporains – menés par des auteurs grecs et étrangers (1) montrent que, pendant un temps, le royaume de Grèce a eu le nombre le plus élevé d'étudiants d'Europe par rapport à sa population. D'après nos calculs, cela vaut notamment pour la période 1870-1890. Ce constat appelle certes des réserves, puisque les comparaisons dans ce domaine sont sujettes à caution : outre la faible

(1) Bon nombre de ces études sont en français. Cela vaut pour les auteurs grecs, dont les ouvrages les plus connus sont ceux de Pierre Moraitinis, *op. cit.*, et de Georges Chassiotis, *L'instruction publique chez les Grecs, depuis la prise de Constantinople par les Turcs jusqu'à nos jours...*, Paris, Ernest Leroux, 1881. Parmi les étrangers, mentionnons l'ouvrage de Charles K. Tuckerman, premier ambassadeur américain à Athènes, *The Greeks of today*, Londres, S. Low, s.d./New York, Putnam, 1873. Ces auteurs ont en commun d'imputer le grand nombre des étudiants à l'« amour » des Grecs pour les lettres, et ils y voient une preuve tangible du progrès du pays. Le nombre élevé des étudiants est signalé également par deux Français, membres de l'École française d'Athènes, Edmond About, *La Grèce contemporaine*, Paris, Hachette, 1854, et Gaston Deschamps, *La Grèce d'aujourd'hui*, Paris, A. Colin, 1892. Le premier, très critique, a du mal à fournir une explication du fait et se centre surtout sur le contenu des études, qu'il juge mauvais. Le deuxième adopte une explication que l'on tiendrait aujourd'hui pour fonctionnaliste : il invoque les besoins de l'État en personnel et le fait que les diplômés de l'université d'Athènes s'adressent à tous les Grecs, notamment ceux de l'empire ottoman. La question est traitée plus récemment dans la thèse de doctorat d'État de Konstantinos Tsoukalas, *Dépendance et reproduction. Le rôle social des appareils scolaires en Grèce*, soutenue en 1975 à l'université Paris I.

fiabilité des données statistiques, rappelons que les institutions universitaires sont encore en cours de formation et divergent de pays à pays ; or ces comparaisons tiennent uniquement compte des institutions universitaires au sens strict, laissant de côté les établissements professionnels et techniques (1). Il convient toutefois de rappeler que, dans plusieurs pays européens, dont l'Allemagne et l'Angleterre, les effectifs étudiants avant 1870 stagnent ou sont en baisse (2), alors qu'en Grèce, ils sont en hausse considérable. L'université d'Athènes attire alors une bonne partie des jeunes Grecs de l'Empire ottoman et de la diaspora, aux dépens, souvent, des autres universités européennes. Même si près de 40 % des inscrits (et davantage encore en droit) abandonnent leurs études, elle parvient ainsi à s'ériger, pendant un certain temps, en centre de référence de l'hellénisme.

2. Mutations internes et perceptions éducatives

L'université doit-elle admettre un nombre aussi élevé d'étudiants, et de surcroît sans sélection préalable ? La question se pose depuis la fin des années 1850, et avec plus d'intensité encore pendant les années 1870. Constantin Paparrigopoulos (3), alors recteur, récuse le modèle anglais, qualifié d'élitiste, et exprime sa préférence pour les modèles allemand et français qui admettent, dit-il, un plus grand nombre de jeunes. En dépit de quelques prises de position favorables à une sélection plus sévère, l'université d'Athènes continuera à recevoir un nombre croissant d'étudiants. Pour réduire les effectifs et « améliorer la qualité des études », le gouvernement « modernisateur » de Charilaos Tricoupis institue en 1892 des frais d'inscription et de scolarité assez élevés. Le gouvernement qui lui succède deux ans plus tard les réduit considérablement. Ni les frais d'inscription, ni le discours désormais dominant en faveur d'une réduction drastique des effectifs et d'une sélection sévère ne parviennent à faire fléchir le

(1) À titre indicatif, lors de l'année scolaire 1875-76, le nombre des étudiants en France s'élève à 13 000, et à 16 000 en Allemagne ; on en trouve encore 11 204 dans les écoles professionnelles françaises, et 7 000 dans les *Hochschulen* allemandes ; George Weisz, *The Emergence of Modern Universities in France, 1863-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1983, pp. 22-23.

(2) Christophe Charle, Jacques Verger, *Histoire des universités*, Paris, PUF, 1994, pp. 66-75.

(3) L'« historien national », issu de la grande bourgeoisie grecque de Constantinople et figure intellectuelle de proue pendant un demi-siècle.

nombre des étudiants qui, du fait de l'augmentation de la population, continue à croître, quoique modérément, jusqu'en 1922. À cette date, le gouvernement conservateur – avec l'aval des libéraux – institue un *numerus clausus*, qui limite dès lors les effectifs de l'université.

En dépit de cette croissance, l'université d'Athènes n'est pas parvenue à atteindre ses objectifs. C'est qu'entre-temps sont intervenus des changements sociaux et économiques qui se sont répercutés sur la conception et le fonctionnement de l'enseignement. En 1870, l'autonomisation de l'Église bulgare vis-à-vis du patriarcat de Constantinople (le « schisme ») avive les nationalismes dans les Balkans. Grecs, Bulgares et Roumains rivalisent pour étendre leur influence dans certaines régions litigieuses (on crée pour cela des écoles, maternelles et élémentaires notamment, chargées d'enseigner la langue et l'histoire nationales) (1). Cette rivalité renforce la position du royaume comme centre de l'hellénisme et celle de l'université comme son centre culturel. De fait, celle-ci intervient activement en ce domaine, par la tenue d'un discours nationaliste et par le biais de son personnel, qui encadre les comités créés pour propager la langue et l'histoire grecques.

Plus tangibles et pressantes encore sont les répercussions des mutations économiques. Outre l'avivement des nationalismes dans les Balkans, 1870 marque le début d'une crise économique internationale. L'incertitude qu'elle fait naître dans les milieux économiques conduit une bonne partie des entrepreneurs grecs actifs hors du royaume à rapatrier leurs capitaux et à les mettre au service du gouvernement modernisateur de Tricoupis, architecte d'un vaste projet de travaux publics en vue de l'amélioration des infrastructures. Grâce à une conjoncture favorable, marquée par la hausse spectaculaire des exportations de raisin de Corinthe suite à la crise du phylloxéra qui a frappé les vignobles français, ce projet marque le premier décollage économique du pays. L'augmentation des exportations entraîne la croissance des recettes publiques, l'amélioration du niveau de vie de nombreux viticulteurs et surtout la formation d'un nouveau groupe aisé, formé pour l'essentiel de commerçants, en particulier dans le Péloponnèse. Cette évolution économique entraîne deux faits importants. D'une part, la mise en œuvre de travaux publics (construction de voies ferrées, creusement du canal de Corinthe, assèchement de

(1) Christina Koulouri, *Histoire et géographie dans les écoles grecques (1834-1914)* (en grec), Athènes, IAEN/KNE/EIE, 1988, p. 70.

lacs...) fait apparaître au grand jour le manque de personnel qualifié et valorise certaines professions techniques. Ces changements ne sont certes pas de taille à faire reconsidérer le rôle du savoir et à ébranler le système scolaire dans ses fondements, mais ils ne manquent pas de produire certains effets, dont les plus notoires sont la création d'un type de lycée « scientifique » (dit « pratique ») et la promotion de l'École polytechnique d'Athènes, jusqu'alors établissement secondaire, au statut d'université en 1887 : certaines de ses facultés, notamment celle des ingénieurs civils, font l'objet d'une plus grande demande que les facultés universitaires. D'autre part, on a vu que s'était formé un nouveau groupe aisé. Faute d'études sur ce point, on ne saurait dire dans quelle mesure ses membres sont des héritiers des anciens groupes dominants (propriétaires fonciers, commerçants ayant fait fortune hors du royaume, clercs diplômés des universités occidentales et hommes politiques) ou des nouveaux venus. Si l'on s'en tient au cas de Patras, alors deuxième ville du royaume et principal chef-lieu du commerce du raisin, le groupe en question comprend surtout des notables traditionnels, mais aussi quelques parvenus qui ont su tirer profit de la conjoncture. Or ces derniers revendiquent de plusieurs manières la reconnaissance de leur nouveau statut social. C'est dans ce cadre que s'inscrit la quête de diplômes universitaires, notamment de diplômes en droit, meilleur moyen de se faire reconnaître et d'imposer sa présence dans l'espace public au sein d'une société essentiellement agraire.

Par ailleurs, l'amorce de modernisation économique coïncide avec une vague de critiques du système éducatif en place, et l'alimente. En effet, depuis les années 1860, on lui reproche plusieurs faiblesses, les principales critiques portant sur son orientation, jugée trop « théorique » et « classique », et sur les pédagogies utilisées. Ces critiques prennent de l'ampleur pendant les années 1870 et s'articulent autour de trois objectifs : accroître le nombre d'heures consacrées aux sciences, notamment au lycée ; créer des écoles professionnelles ; et, surtout, améliorer la formation des enseignants. Pour cela, les rénovateurs jugent indispensable l'envoi de boursiers (étudiants, enseignants ou fonctionnaires) dans les universités occidentales, pour compléter leur formation et diffuser leurs acquis à leur retour (1).

(1) Pandelis Kiprianos, *Histoire comparée de l'éducation grecque* (en grec), Athènes, éditions Vivliorama, 2004, pp. 137-147.

Toutefois, jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle, l'université d'Athènes reste épargnée par ces critiques. On dénonce sporadiquement, sans beaucoup d'écho il est vrai, le contrôle étroit exercé sur elle par l'État, ou encore la place réduite réservée aux mathématiques et aux sciences (1). Mais le problème majeur pour cette université est, depuis les années 1870, celui de faire venir les jeunes Grecs de la diaspora et de l'Empire ottoman. Dans un discours tenu en 1873, C. Paparrigopoulos signale et déplore en effet la baisse de leurs effectifs : ils ne représentent, dit-il, que le quart des étudiants, alors que les Grecs vivant hors des frontières sont deux fois plus nombreux que ceux du royaume. Paparrigopoulos attribue ce fait à la faiblesse de l'éducation secondaire dans les pays de la diaspora et à l'attitude de certains parents, qui préfèrent envoyer leurs enfants dans des universités étrangères. Ce déclin du nombre des étudiants grecs venus de l'extérieur du royaume prend de l'ampleur au cours des années 1890. La crise des débouchés, touchant en premier lieu les avocats et les médecins, qui sévit lors des années 1880 dans l'Empire ottoman et en particulier dans les régions à forte présence grecque, y joue un rôle : face à cette nouvelle conjoncture, l'attrait du diplôme universitaire paraît moindre. Mais ce n'est pas là l'unique raison. Nous verrons que nombre de jeunes Grecs optent de plus en plus pour les écoles américaines, fondées par divers groupes protestants qui se fixent progressivement dans l'empire ottoman en vue d'« éclairer » les chrétiens orthodoxes et de les convertir au protestantisme.

II. LA FORMATION D'UN MARCHÉ UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL

Depuis son indépendance en 1828, l'État grec, de par sa taille réduite, sa position géographique, sa religion dominante et son passé historique, a entretenu des rapports complexes avec les grandes puissances de l'époque. Trois d'entre elles, la France, l'Angleterre et la Russie, appelées « puissances protectrices », ont occupé une place à part, l'État grec devant pour une large part son existence à leur intervention militaire et politique. La Russie exerce, jusqu'à la fin des années 1870, une influence politique importante, en vertu d'un imaginaire formé au ^{xviii}^e siècle selon lequel les deux peuples partagent le

(1) Les départements de mathématique et de physique furent créés en 1904, celui de chimie en 1910.

même destin en raison de leur foi religieuse commune. L'Angleterre est la puissance économique et politique dominante de l'époque, mais son influence culturelle est limitée. La France, enfin, occupe une place à part, moins sur les plans économique et politique que sur le plan culturel : lieu d'accueil et d'action du plus illustre représentant grec des Lumières, Adamantios Korais, elle a constitué l'un des terreaux du philhellénisme ; par ailleurs, le français est la langue étrangère la plus répandue dans l'Empire ottoman, en particulier chez les Grecs ; la loi qui a organisé l'école élémentaire du royaume, en 1834, a reproduit pour l'essentiel la loi Guizot de 1833 ; enfin, 9 des 30 premiers professeurs de l'université d'Athènes ont fait leurs études en France.

À côté de ces trois puissances, deux autres font sentir leur présence, l'Allemagne (les États allemands jusqu'en 1870) et les États-Unis. 342 Allemands, mus par la représentation romantique de la Grèce antique, ont pris part à la Guerre d'indépendance (1). Cette relation privilégiée explique largement le choix par les grandes puissances du prince bavarois Othon comme premier roi de Grèce. Il n'est donc nullement étonnant que le système éducatif grec, tel qu'il a été établi dans ses grandes lignes de 1834 à 1837, ait subi une forte influence germanique. De même, une bonne partie de la classe dirigeante instruite a fait ses études dans les universités allemandes : sur les 30 premiers professeurs (dont 5 Allemands) de l'université d'Athènes, 20 ont été formés dans les États allemands (2). Quant aux États-Unis, leur présence tient à deux faits quasi parallèles : l'action de quelques Américains venus à l'aide des insurgés lors des dernières années de la Guerre d'indépendance, et l'action des missionnaires, protestants surtout, qui viennent prêcher l'Évangile aux chrétiens orthodoxes (3). Si l'action des premiers est vue très favorablement, celle des seconds suscite des réactions négatives. Elle est couronnée

(1) William St. Clair a recensé près de mille Philhellènes en Grèce lors de la Guerre d'indépendance (1821-1828), dont 342 Allemands (142 décédés), 196 Français (60 décédés), 137 Italiens (42 décédés) et 16 Américains. Voir *That Greece might still be free: the Philhellenes in the War of Independence*, Londres, Oxford University Press, 1972, p. 356.

(2) Jean-Jacques Ampère, art. cit., p. 118.

(3) Cette présence remonte au début du XIX^e siècle, lorsque les commerçants américains ont essayé de s'installer dans la Méditerranée, plus précisément sur la côte ionienne. Décisive à cet égard est la présence des missionnaires protestants, en principe originaire de la Nouvelle Angleterre, qui se sont donné comme objectif de « ramener » à la foi les « chrétiens avilis » de l'Empire ottoman, estimés alors de 12 à 14 millions.

d'un relatif succès pendant une décennie environ, puis tourne court dans le royaume de Grèce. Les impératifs de la construction de l'État-nation et la réaction du Patriarcat de Constantinople contre ce qu'il considère comme du prosélytisme amènent les missionnaires, à deux exceptions près, à quitter la Grèce et à s'établir dans le territoire de l'Empire ottoman, notamment à Constantinople et à Smyrne.

1. La recherche du rayonnement culturel

Les cinq puissances utilisent divers procédés pour asseoir leur influence culturelle. Le plus caractéristique consiste en la création d'« écoles » à Athènes, à l'imitation de l'exemple français : pour contrebalancer la prépondérance économique et politique anglaise dans le royaume de Grèce, et plus généralement dans la région, le ministère français des Affaires étrangères fonde l'École française d'Athènes en 1846 (1). Les autres puissances occidentales feront de même quelques années plus tard : en 1874 est créée l'École archéologique allemande ; suivront l'École américaine en 1881, l'École anglaise en 1886, l'École autrichienne en 1897 et l'École italienne en 1909.

Toutefois, le plus puissant véhicule d'influence culturelle, mais aussi politique et économique, se révèle être l'émigration estudiantine, avec la formation d'un marché universitaire à partir des années 1870. Dans ce marché, l'Allemagne occupe longtemps une position dominante. L'école allemande, de la maternelle (2) à l'université (3), jouit au moins depuis les années 1830 d'une haute réputation, qui croît après l'unification. Dans plusieurs pays, dont la Grèce, la victoire de la Prusse sur la France est tenue pour la preuve tangible de la

(1) Sophie Basch, *Le mirage grec : la Grèce moderne devant l'opinion française depuis la création de l'École d'Athènes jusqu'à la guerre civile grecque (1846-1946)*, Paris, Hatier, 1995, et Catherine Valenti, *L'école française d'Athènes de 1846 à nos jours*, Paris, Belin, coll. « Histoire de l'éducation », 2006.

(2) Jean-Noël Luc (dir.), *L'école maternelle en Europe, XIX^e-XX^e siècles*, n° spécial 82 de *Histoire de l'éducation*, mai 1999.

(3) Ernest Renan note en 1866 dans une lettre adressée à Henry Harisse : « Que les Anglais me lisent, j'en suis fort aise, mais je n'ai pas plus de sacrifice à faire pour eux que pour toute autre nation du globe. L'Allemagne, c'est autre chose ; là sont mes maîtres ; là sont mes émules, là sont les grands connaisseurs pour lesquels j'écris » (*Œuvres complètes de Ernest Renan*, t. X, *Correspondance 1845-1892*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, p. 443).

supériorité de son système éducatif. Par ailleurs, la présence impressionnante des États germaniques, de la Prusse en particulier, lors des expositions universelles – notamment lors de celle de Paris, en 1867 – a conforté l'image de leur avance dans la recherche scientifique et technique, image qui ne sera pas sans conséquences sur le discours des universitaires et des classes dirigeantes des principales puissances économiques du temps, à commencer par l'Angleterre, la France (1) et les États-Unis (2). Tout cela aura un triple effet : l'expansion des universités (avec, notamment, la création d'établissements techniques), l'augmentation de leurs effectifs (3), et la mobilité internationale des étudiants. Il va de soi que les premiers bénéficiaires de cette mobilité sont les universités allemandes. Les étrangers y sont 1 682 sur un ensemble de 27 655 étudiants pendant l'année universitaire 1886-1887, et 2 564 sur un total de 34 829 en 1901-1902 ; leur nombre culmine en 1911-1912, lorsqu'ils atteignent le nombre de 4 455 sur 55 680 étudiants.

La situation se modifie progressivement à partir des années 1890. La montée en puissance des universités américaines ne manque pas d'attirer les regards et de susciter de plus en plus de débats. Parmi leurs « hôtes » européens illustres, Max Weber, dans son essai comparatif de 1908 sur les universités allemandes et américaines (4), se contente de faire ressortir leurs faiblesses et leurs avantages

(1) Christophe Charle, « Les références étrangères des universitaires. Essai de comparaison entre la France et l'Allemagne, 1870-1970 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 148, juin 2003, pp. 8-19 ; Michaël Sanderson, *The Universities and British Industry*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1972.

(2) Selon un rapport officiel américain, durant la période 1781-1850 plus d'une centaine d'étudiants américains ont fréquenté les universités allemandes. Lors de l'année scolaire 1835-1836 les étudiants étrangers y étaient au nombre de 475, soit 4,02 % de l'ensemble des étudiants ; en 1870-71 leur nombre passe à 735, soit 6,1 % du total ; en 1892 les étudiants américains, au nombre de 415, représentent à eux seuls 22 % du total. Voir Henry H. King, « Outline History of Students Migrations », in W. Reginald Wheeler, Henry H. King, Alexander B. Davidson (ed.), *The Foreign Study in America. A Study by the Commission on Survey of Foreign Students in the United States of America*, New York, Association Press, 1925, pp. 3-38.

(3) Konrad Hugo Jarausch (dir.), *The Transformation of Higher Learning (1830-1930) : expansion, diversification, social opening and professionalization in England, Germany, Russia and the United states*, Stuttgart, Klett Cotta, 1983.

(4) Max Weber, *On universities. The Power of the State and the Dignity of the Academic Calling in Imperial Germany* (translated, edited and with an Introductory Note by E. Shils), Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1976.

respectifs. D'autres, comme Maurice Caullery en 1915 (1), sont plus enthousiastes. Dans ce contexte, les universités américaines, en dépit de la position géographique des États-Unis, attirent de plus en plus d'étudiants étrangers, notamment après la Première Guerre mondiale. Les États-Unis deviennent ainsi le deuxième pays d'accueil après la France, en partie en raison de la consécration du pays comme nouvelle grande puissance mondiale : les étudiants venus de l'extérieur y sont 8357 pendant l'année scolaire 1920-1921 (2) et 9653 dix ans plus tard (3).

La France agit dans le même sens. Défier la suprématie allemande et assurer la formation des élites dirigeantes étrangères constitue pour elle un enjeu de première importance. Cet effort remporte un vif succès (4). De 1238 pendant l'année scolaire 1902-1903, les étudiants étrangers en France passent à 3326 en 1908-1909 (5) et à 6188 en 1914. Leur nombre croît encore sensiblement après 1922 et la France devient le premier pays d'accueil des étudiants étrangers, tant en chiffres absolus qu'en pourcentage.

Mais la crise des débouchés dans certains secteurs au début des années 1920 amène plusieurs pays, la France y compris, à restreindre les inscriptions d'étrangers. Plus drastiques encore sont les effets de la crise économique internationale de 1929. Faute de ressources, les effectifs des étudiants étrangers ne cessent de baisser. De 14483 en France en 1934, ils passent à 8967 en 1936, 9623 en 1939 et 3699 en

(1) Maurice Caullery, *Universities and Scientific Life in the United States*, Cambridge, Cambridge University Press, 1922.

(2) Henry H. King, *op. cit.*, p. 12.

(3) Cora du Bois, *Foreign Students and Higher Education in the United States*, American Council on Education, Washington D.C. by Carnegie Endowment for International Peace, 1956, p. 3.

(4) Ce succès est dû en grande partie à l'attraction de la population étudiante féminine : au nombre de 336 sur un total de 1238 étudiants étrangers en 1902, les femmes sont 1270 sur un total de 3326 en 1908. L'attraction des femmes est en partie liée à leur exclusion des universités allemandes, qui ne leur seront ouvertes qu'en 1900. Voir à ce propos Natalia Tikhonov, « Migrations des étudiants et féminisation de quelques universités européennes. À la recherche d'une convergence », in Hartmut Rüdiger Peter, Natalia Tikhonov, *Universitäten als Brücken in Europa / Les universités : des ponts à travers l'Europe*, Francfort, Peter Lang, 2003, pp. 43-53.

(5) Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur. C. Rapports des conseils des universités pour l'année scolaire 1908-1909*, Paris, Imprimerie Nationale, 1910.

1940 (1). Cela vaut aussi pour l'Allemagne. La crise économique qui y sévit après la Grande Guerre entraîne la baisse considérable du nombre d'étudiants étrangers. Alors que ceux-ci étaient 8790 en 1925, ils sont à peine 1873 sur 79 245 étudiants en 1928 (2990 si l'on y ajoute ceux des établissements supérieurs non-universitaires) (2).

2. Les étudiants grecs : de l'Allemagne à la France et aux États-Unis

En 1872, pour pallier le manque d'enseignants qualifiés, une association bénéficiant du soutien des autorités grecques envoie trois boursiers en Allemagne. Dès lors, et jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'Allemagne sera tenue pour la terre promise du savoir. Cette perception de l'Allemagne n'est pas uniquement grecque ; elle est dominante en Occident, mais aussi dans d'autres régions du monde comme le Japon. Dans le cas grec, à cette perception s'ajoute un facteur aux fortes implications politiques et diplomatiques : en 1889, l'héritier du trône Constantin épouse la sœur de l'empereur Guillaume I^{er}, qui passe désormais ses vacances d'été dans son palais de Corfou. La conséquence directe de cette alliance matrimoniale est la formation d'un nombre croissant d'officiers et de cadres de l'État grec en Allemagne. Ainsi, compte tenu du petit nombre de ses habitants, la Grèce est parmi les nations ayant le plus fort contingent d'étudiants en Allemagne, avec la Bulgarie, la Roumanie, la Russie et les États-Unis. Parmi les 1682 étudiants étrangers dans ce pays en 1886-1887 figurent 51 Grecs, à côté de 291 Américains et de 275 Russes (Juifs pour l'essentiel) (3). Cependant la crise économique et sociale qui sévit en Grèce pendant les années 1890 fait sentir ses effets. Malgré la hausse du nombre des étudiants étrangers en Allemagne, celui des Grecs baisse à la fin du siècle : de 47 en 1891, il passe à 19 en 1895, 22 en 1899 et 51 en 1905. Il recommence à monter vers 1910 et culmine en 1928, où il atteint 176 (4).

(1) Victor Karady, *Rapports inter-universitaires et rapports culturels en Europe (1871-1945). Rapport de fin d'étude*, Paris, Centre de Sociologie de l'Éducation et de la Culture, EHESS et CNRS, 1992, p. 161.

(2) *Ibid.*

(3) Claudie Weill, *Étudiants russes en Allemagne, 1900-1914. Quand la Russie frappait aux portes de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1996.

(4) Il est de 125 étudiants dans les universités et 51 dans les autres établissements d'enseignement supérieur, sur un total de 4077 étudiants étrangers.

Plus massive, bien qu'ultérieure chronologiquement, est la présence des étudiants grecs en France. Selon les chiffres fournis par les universités françaises (1), ils sont 85 en 1895 et 97 en 1898, soit 4,5 fois plus nombreux que leurs pairs en Allemagne aux mêmes dates. Ces chiffres apparaissent encore plus significatifs si l'on songe que la France ne reçoit des étudiants étrangers de façon organisée que depuis la fin des années 1880 et qu'elle est souvent choisie aux dépens des universités allemandes, qui voient baisser leurs effectifs. Rappelons par ailleurs que les deux années retenues sont des années de crise économique et sociale en Grèce (2). Les effets de cette crise ne tarderont pas à se faire sentir aussi dans les universités françaises : pendant une décennie, de 1900 à 1910, le nombre des étudiants grecs y diminue (ils ne sont que 73 en 1901 et 52 en 1908). En revanche, à partir de 1910, et jusqu'en 1930, il augmente régulièrement et dépasse largement celui des étudiants grecs en Allemagne. Les Grecs constituent l'un des plus gros contingents d'étudiants étrangers en France, derrière les Roumains et les Bulgares : de 106 en 1912, ils passent à 372 en 1922 et à 474 en 1930. Leur nombre décroît par la suite, comme d'ailleurs celui des étudiants d'autres pays, tombant à 458 en 1932 et à 106 en 1940 (3).

Il ressort de ces données que, contrairement à ce qu'on croit généralement (4), le nombre des étudiants grecs en France de 1895 à 1940 a été nettement supérieur à celui de leurs homologues en Allemagne. Certes, l'éventualité de trompe-l'œil statistique n'est pas à exclure. À titre d'exemple, un auteur, enseignant lui-même, mentionne sans autre détail la présence de plus de 30 Grecs étudiant la pédagogie dans la seule université d'Iéna en 1911 (5). Or, selon les statistiques

(1) Qui avaient été sommées par le Ministère de l'Instruction publique de mettre en œuvre tout ce qui est en leur pouvoir pour attirer des étudiants étrangers.

(2) La crise économique signalée précédemment déclenche la première vague migratoire vers les États-Unis. En 10 ans, le 1/6 de la population du Royaume de Grèce (plus de 350 000 personnes), notamment des jeunes, y ont émigré. Deux ans plus tard, en 1897, a lieu la guerre gréco-turque ; la Grèce, vaincue, doit indemniser l'Empire ottoman et son économie est mise sous contrôle international.

(3) Victor Karady, *Rapport...*, *op. cit.*, p. 160.

(4) Cette perception fallacieuse relève de la structure de ces groupes d'étudiants grecs à l'étranger, notamment du fait que la majorité écrasante des enseignants, en principe auteurs des textes sur l'éducation et la société, ont fait leurs études en Allemagne.

(5) Panagiotis Balachamis, *op. cit.*, p. 182.

allemandes, les étudiants grecs en Allemagne ne sont à cette date que 83 au total. Il se peut qu'en raison de la structure des études d'alors, certains des étudiants – stagiaires de courte durée par exemple – ne figurent pas dans les statistiques. Cependant, même ainsi, la supériorité du nombre des étudiants grecs en France sur celui de leurs pairs d'Allemagne reste avérée.

Cette différence tient en partie à la présence des femmes. Contrairement aux universités anglo-saxonnes et françaises, les universités allemandes n'admettent en effet les femmes qu'à partir de 1902, voire 1905. Mais cette explication ne vaut qu'en partie, puisque 10 % à peine des étudiants grecs en France sont de sexe féminin (1). Plus déterminants à cet égard sont le prestige culturel de chaque pays et la filière universitaire suivie. À l'inverse du poids économique et politique relativement réduit de la France dans la région, la culture française occupe une place à part auprès des bourgeoisies du pourtour méditerranéen, et tout particulièrement de la bourgeoisie grecque. Le français est enseigné à l'école, la littérature française est la plus en vue, et à Athènes paraissent trois journaux en français. D'autre part, dans et hors du royaume grec œuvrent plusieurs institutions francophones, dont l'Église catholique. Outre le très actif Institut français d'Athènes, qui reçoit depuis le début du ^{xx}e siècle des milliers d'élèves (2), fonctionnent plusieurs écoles francophones. Selon un rapport de l'Américain George Wilcox, il y a en 1923 30 écoles françaises, dont 27 gérées par différentes confessions religieuses (3). Ces écoles initient une bonne partie de la jeunesse, des jeunes filles notamment, à la langue et à la culture françaises, la préparant ainsi à poursuivre ses études en France.

(1) Pourcentage en soi nullement négligeable, et révélateur de la composition sociale de ces groupes de jeunes femmes, si l'on tient compte du fait que le pourcentage des étudiantes en Grèce – elles sont admises à l'université depuis 1891 – se situait jusqu'en 1940 entre 2 et 3 % de la population étudiante.

(2) L'idée de la création de cet Institut remonte à Sainte-Beuve. Créé en 1907 sous forme d'une modeste école élémentaire, il ferme ses portes de 1914 à 1917. En 1924, il compte 4 professeurs et 400 élèves. Grâce notamment au travail de son directeur Octave Merlier, il dispose en 1960 de 32 annexes (avec 23 professeurs français, 180 professeurs grecs et 12 000 élèves), trois centres de recherche et une imprimerie. Voir Octave Merlier, *L'Institut français d'Athènes de 1907 à 1960* (multigr.), s.l., 1962.

(3) Charles Luther Fry, « Greece », in Frank A. Ross, Charles Luther Fry, Elbridge Sibley, *The Near East and American Philanthropy. A Survey conducted under the guidance of the General Committee of the Near East Survey*, New York, Columbia University Press, 1929.

Le deuxième facteur a trait aux études suivies. La répartition des étudiants grecs en France et en Allemagne est typique des pays relativement peu développés : contrairement à ceux des riches nations occidentales, les ressortissants de ces pays sont comparativement moins nombreux dans les filières littéraires. En soi, ce trait – qui rend compte de la faible présence des femmes – est révélateur de l'importance réduite accordée à l'apprentissage des langues, mais aussi de la logique des études faites à l'étranger. S'expatrier pour ses études répond principalement à une double finalité : « compléter » sa formation et étudier « utile ». Cette double finalité organise largement le choix des filières suivies, qui peuvent être classées en gros en deux catégories : celles qui se rapportent au fonctionnement de l'État et celles qui conduisent à l'exercice d'une profession libérale. Sans doute cette classification ne peut-elle être nette puisque les professions libérales peuvent conduire à l'exercice d'une fonction publique. Mais elle n'est pas dénuée de sens. Dans la première catégorie sont incluses les études menant à des métiers qui, dans notre cas, débouchent à coup sûr sur l'occupation d'un poste lié à l'État : dans l'enseignement, l'armée, la magistrature, et certaines autres professions comme celle d'ingénieur agronome. La deuxième catégorie comprend principalement quatre professions, dont les deux premières – le droit et la médecine – occupent la part du lion, les deux autres étant celles d'ingénieur civil et de « scientifique » (1).

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les étudiants grecs du royaume se dirigent donc vers certains pays européens, principalement la France et l'Allemagne. Tout autre est la situation chez les Grecs de l'Empire ottoman. En dépit d'une forte opposition religieuse, de la part des Églises orthodoxe et catholique notamment, mais aussi politique de la part de divers pays, dont la France, l'activité fervente des missionnaires protestants américains a porté ses fruits. Leurs nombreuses écoles, et surtout leurs *colleges* à partir de 1860, ont été à la fois le moyen et le résultat de leur travail sur le terrain. Au sein d'une population peu scolarisée, ces *colleges* qui fonctionnent selon un subtil dosage de traditions locales et de principes « américains » ont attiré une bonne partie des chrétiens orthodoxes, surtout parmi l'élite.

(1) Selon les statistiques du Ministère de l'Instruction publique, il y avait, pendant les années scolaires 1899-1900 et 1910-1911, respectivement 66 et 82 Grecs inscrits dans les universités françaises : 17 et 23 en droit (dont 13 et 18 à Paris), 38 et 26 en médecine (dont 21 et 21 à Paris), 10 et 20 en sciences (dont 3 et 1 à Paris), 1 et 12 en lettres (dont 1 et 10 à Paris), et 1 en 1910 en pharmacie.

Jusqu'à la fin des années 1880, leur public, multinational par définition, a compris majoritairement des Bulgares et des Arméniens. La formation de l'État bulgare, en 1878, et de l'université de Sofia par la suite (1), et surtout la baisse d'attractivité de l'université d'Athènes modifient la situation. Vers la fin des années 1880, le nombre d'étudiants bulgares dans les *colleges* diminue, celui des Arméniens et surtout des Grecs s'accroît. Bientôt, ces derniers constituent le groupe le plus nombreux. En 1893, dans l'établissement américain le plus important, le *Robert College* de Constantinople, sont inscrits 68 Arméniens, 65 Grecs et 44 Bulgares pour un effectif total de 200 étudiants. Le nombre d'étudiants, grecs surtout, continue à augmenter par la suite. En 1908, on compte 454 étudiants de 15 nationalités, dont 255 Grecs, 66 Arméniens, 67 Bulgares et 33 Turcs (2). Un autre *college* américain, celui de Marsovan, présente une évolution similaire. Pendant l'année scolaire 1913-1914, sur les 425 étudiants inscrits, 200 sont grecs, 160 arméniens, 40 russes et 25 turcs (3).

Les différentes péripéties militaires dans la région vont modifier la situation, y compris la situation scolaire. Pour des raisons de sécurité, l'École d'agriculture fondée en Bulgarie par des missionnaires américains en 1883 s'installe en 1903 à Salonique, alors ville ottomane importante. Mais c'est la « catastrophe d'Asie Mineure » (c'est-à-dire la défaite de l'armée grecque par celle de Mustafa Kemal, en 1922), suivie du « rapatriement » forcé d'environ 1 200 000 Grecs d'Asie Mineure et 50 000 Arméniens dans les territoires de l'État grec, qui joue le rôle décisif. L'insécurité dans la toute jeune république turque, l'exode d'une bonne partie des étudiants et des enseignants chrétiens, les sympathies personnelles du personnel américain, l'attitude favorable de la majorité des forces politiques grecques et l'apport financier de quelques familles riches ont pour résultat le transfert de plusieurs écoles américaines en Grèce. Ainsi, trois *colleges* y sont créés pendant les années 1920, deux à Athènes et un à Salonique. Sans doute ces établissements, au nombre de quatre si on y inclut l'École d'agriculture, ne jouent plus le rôle qu'ils jouaient au

(1) Voir Varban Todorov, « Main stages in the development of Sofia university », in *Université : Idéologie et culture...*, op. cit., t. II, 1989, pp. 349-359.

(2) John Freely, *A History of Robert College, The American College for Girls, and Bogazici University*, Istanbul, Bosphorus University, YKY, t. I, 2000, pp. 131-173.

(3) George Edward White, *Adventuring with Anatolia College*, Grinnel, Iowa, Register Publishing Company, 1940, p. 76.

sein de l'Empire ottoman : en vertu de la constitution grecque, qui réserve l'enseignement supérieur à l'État, les *colleges* ont désormais le statut d'école secondaire et participent en conséquence moins directement à la formation des élites. D'autre part, malgré leur caractère novateur sur plusieurs plans, notamment les plans pédagogique et culturel, ils ont peu influencé l'éducation grecque, en raison du caractère hypercentralisé de celle-ci, et aussi de la succession de plusieurs régimes autoritaires dans la période de l'entre-deux-guerres. Toutefois, même dans ce contexte, ces *colleges* ont joué un rôle important dans la longue durée, en raison de l'absence d'autres établissements secondaires étrangers pouvant rivaliser avec eux et de la présence politique et économique grandissante des États-Unis. À partir du début des années 1930, ces quatre établissements comptent environ 4 000 élèves, soit près de 4 % de l'ensemble des élèves du secondaire, et la demande dépassera par la suite largement le nombre des admis. Leur influence a été renforcée par le fait qu'une grande partie des élèves, particulièrement ceux qui venaient de province et étaient d'origine sociale relativement modeste, y était interne, autrement dit s'imprégnait de leur mode de vie.

Nous ne disposons pas de données relatives aux trajectoires scolaires postérieures des diplômés de ces *colleges* : compte tenu de leur réputation, on peut tenir pour vraisemblable que plusieurs de ces diplômés se sont inscrits dans des établissements supérieurs grecs. Ces établissements participent ainsi à la formation de l'élite dans une période de relative rareté de titres scolaires. Par ailleurs, un certain nombre, certes encore réduit, de diplômés de ces *colleges* poursuivent leurs études aux États-Unis. Ainsi, c'est au cours des années 1930 que, en dépit de la distance géographique, les étudiants grecs se trouvent pour la première fois plus nombreux aux États-Unis qu'en Allemagne.

Plus importante encore est la dynamique créée par ces *colleges*. Œuvre de missionnaires américains, ils s'implantent en Grèce surtout grâce à la présence politique et économique des États-Unis après la Première Guerre mondiale et la « catastrophe d'Asie Mineure », et ils sont bien accueillis par la population, qui leur fait confiance. Cet accueil positif, qui se combinera avec la suprématie scientifique des États-Unis et avec leur domination dans la région après la Deuxième Guerre mondiale, constituera un terrain favorable à l'envoi dans ce pays de centaines, puis de milliers d'étudiants, qui formeront l'un des

principaux viviers d'importation et de diffusion de la culture nord-américaine.

3. Savoir, distinction et influence culturelle

Depuis 1870, la production, l'utilisation et la diffusion du savoir constituent un enjeu de taille pour nations, groupes sociaux et individus. Pour les nations productrices de savoir, son utilisation devient un puissant moyen d'influence politique, économique et diplomatique. Lors des années 1930, les États-Unis s'emploient à attirer les étudiants des pays latino-américains par divers procédés, dont l'allocation de bourses. Dans un esprit similaire, la France met en place, jusqu'en 1936, un certain nombre de facilités d'accès pour les étudiants roumains, qui constituent l'un des plus gros contingents d'étudiants étrangers (1).

Les pays importateurs de savoir se trouvent alors dans une position de faiblesse, voire de dépendance vis-à-vis des pays producteurs. Cependant, malgré tout, certains d'entre eux, notamment les plus peuplés, parviennent par leur propre politique d'allocation de bourses à s'imposer comme clients exigeants et à obtenir pour leurs ressortissants une politique plus attentive de la part des pays d'accueil. Ainsi, à partir des années 1920, le gouvernement iranien envoie chaque année 100 étudiants boursiers à l'étranger, dont 80 en France : sur les 600 étudiants boursiers iraniens en Europe en 1933, 450 se trouvent dans ce pays. De même, c'est par l'octroi de bourses à ses ressortissants, notamment en médecine et en sciences, que la Chine répartira ses étudiants dans divers pays d'accueil, la France et les États-Unis surtout (2).

La position des étudiants à l'étranger est complexe. Contraints de passer un certain temps loin des leurs, ils ont le privilège de vivre dans un milieu nouveau, plus valorisé en principe que le leur, et de constituer parmi leurs nationaux un petit groupe ayant accès au savoir et à la culture. Leur situation est encore plus délicate lorsqu'ils sont

(1) Victor Karady, *Rapport...*, *op. cit.*, p. 67.

(2) League of Nations, International Institute of Intellectual Cooperation, « Students Abroad », *Bulletin of organizations concerned with students abroad*, n° 5, November, 1933, pp. 33-38.

perçus ou se perçoivent eux-mêmes, généralement en vertu de la bourse dont ils bénéficient, comme les représentants de leur nation, mandatés pour transmettre le savoir acquis et le mettre au service du « bien commun ». Mais, dans tous les cas, faire des études à l'étranger, notamment dans une université prestigieuse, confère en soi de la valeur, particulièrement dans une conjoncture de rareté des titres scolaires. Nul doute que cette valeur croisse en fonction des caractéristiques sociales des détenteurs de ces titres.

Ce tableau est sans doute plus complexe encore pendant la période considérée. Pour diverses raisons, les pays d'accueil, en particulier les pays européens, sont amenés à freiner, voire à interdire l'arrivée des étudiants étrangers. Sous la pression de leurs étudiants, les universités allemandes annulent au tournant du XIX^e siècle l'inscription des étudiants étrangers dans certaines filières, notamment la chimie, de crainte d'une saturation des débouchés et des conséquences qui s'ensuivraient pour elles-mêmes (1). D'autre part, au lendemain de la Grande Guerre, plusieurs pays européens, dont la France, tentent, pour des raisons essentiellement économiques, de réduire l'arrivée des étudiants, et plus globalement des étrangers. Sans insister davantage là-dessus, signalons que des problèmes analogues se posent dans les pays fournisseurs d'étudiants « émigrés » (en règle générale, tout grand événement, guerre ou crise économique, a une répercussion sur leurs flux). En ce qui concerne la Grèce, le flux vers les universités étrangères suit en gros le flux international : il prend des dimensions importantes lors de la dernière décennie du XIX^e siècle, atteint son sommet durant les années 1920 et décline avec le début des années 1930. Une particularité est toutefois à signaler : la baisse significative du nombre des étudiants « émigrés » pendant les dernières années du XIX^e siècle et la première décennie du XX^e en raison de la grave crise économique et sociale qui frappe alors le pays. Cette particularité atteste l'importance de l'économie sur les choix individuels et collectifs, mais elle ne les explique pas. Également déterminants, sinon plus, s'avèrent être la quête du savoir et celle de la distinction.

En dépit de l'intrication entre ces deux facteurs, nous tenterons de dégager leur part respective en observant de plus près les caractéristiques sociales et les trajectoires des étudiants grecs dans les universités

(1) Claudie Weill, *op. cit.*, p. 82 ; Michaël Sanderson, *op. cit.*, p. 18.

étrangères. Compte tenu de leur nombre dans les principaux pays d'accueil (France, Allemagne, États-Unis, Suisse, Belgique, et Royaume-Uni depuis 1920), on ne serait pas très loin de la réalité en les estimant à 200 par an vers la fin du XIX^e siècle ; après une baisse de moitié lors de la première décennie du XX^e siècle, ce nombre approche sans doute les 1 000 pendant les années 1920, pour se situer entre 400 et 600 pendant la décennie suivante. Bien que le groupe des étudiants en Grèce et celui des étudiants à l'étranger se recouvrent en partie – quelques-uns font des études de troisième cycle à l'étranger après avoir commencé leurs études supérieures en Grèce –, on peut dire que ces derniers représentent entre 3 et 6 % des étudiants en Grèce entre 1870 et 1940. Contrairement à l'idée la plus répandue dans la maigre bibliographie traitant du sujet, la moitié environ de ces étudiants se trouve non pas en Allemagne, mais en France ; près d'un quart fait des études en Allemagne – jusqu'en 1930 –, et le reste se trouve dans d'autres pays, notamment la Suisse et la Belgique dans un premier temps, puis les États-Unis et l'Angleterre après 1920.

Il n'est pas facile de repérer la composition et les trajectoires de ces groupes d'étudiants, faute de sources cohérentes. Une partie d'entre eux est en premier cycle, une autre en troisième, et un nombre non négligeable d'étudiants suivent des cours pendant un ou deux semestres comme stagiaires ou auditeurs libres. Par ailleurs, bon nombre d'entre eux sont boursiers de diverses institutions, notamment d'institutions gouvernementales : le gouvernement français accorde annuellement 6 bourses à des ressortissants grecs après la Grande Guerre ; beaucoup plus élevé, selon divers témoignages concordants, est le nombre de boursiers aux États-Unis à partir de 1922 ; enfin, quelques dizaines de ces étudiants sont boursiers du gouvernement grec, qui, officiellement, tente par ce moyen de pallier les carences du pays en savoir et en technologie. Pour nous faire une idée de l'origine sociale de ces étudiants et de leurs trajectoires, nous procéderons donc *a contrario*, en examinant le *curriculum vitae* des membres de certaines fractions des élites grecques de l'époque, à partir de trois hypothèses : que ces étudiants, qui sont le plus souvent originaires des couches moyennes ou de la bourgeoisie, intègrent d'ordinaire les élites dirigeantes ; que bon nombre d'entre eux (dont, vraisemblablement, la majorité de ceux qui ont fait leurs études en Allemagne, et qui sont souvent boursiers du gouvernement grec) occupent les sommets de l'État et influent sur ses orientations ; enfin, que ceux – certes peu nombreux – qui visent à des fonctions publiques élevées cumulent des

titres et de l'expérience dans plus d'une université et dans plus d'un pays, généralement en Allemagne et en France.

Pour étayer ces hypothèses, nous allons observer les parcours de certains groupes dirigeants, à commencer par le personnel politique. De 1910 à 1941 (année de l'invasion allemande), se sont succédé 21 premiers ministres, dont 12 au moins ont fréquenté une université étrangère : 10 ont fait des études supérieures en Allemagne (un seul les y a effectuées en totalité, les 9 autres seulement après l'obtention de leur maîtrise à Athènes). À quelques exceptions près, ils ont fait des études de droit, ont passé un an, voire deux, dans des universités allemandes, et puis se sont fixés pendant une année à Paris pour compléter leur formation : c'est le cas de 6 des 10 premiers ministres qui sont passés par l'Allemagne ; un autre a fait des études à Londres avant de gagner Paris, un autre encore à l'École militaire de Paris.

Une image similaire se dégage des parcours des professeurs de l'enseignement supérieur et de ceux des hommes d'affaires. Sur les 156 professeurs qu'a comptés l'École polytechnique d'Athènes (qui comprenait alors l'École des Beaux-arts) entre 1836, date de sa fondation, et 1916, figurent 9 Allemands, 4 Français et 5 autres étrangers. Parmi les 135 professeurs grecs (l'origine de trois des professeurs n'est pas connue), environ 90 ont fait des études à l'étranger, généralement dans des matières techniques de pointe : 34 en Allemagne, 29 en France, 12 autres en France et dans un autre pays (1). La situation n'est pas très différente à l'École d'agronomie d'Athènes, fondée en 1920 : parmi les 33 professeurs qui y ont été en poste entre cette date et 1937, 16 ont obtenu leur maîtrise en Grèce et 14 l'ont faite à l'étranger (l'information manque pour les 3 restants) (2). En ce qui concerne les

(1) Résultat obtenu par moi-même à partir des *curriculum vitae* présentés dans Kostas Biris, *Histoire de l'École polytechnique nationale Metsovion* (en grec), Athènes, Éditions de l'École, pp. 485-546. Ceux-ci ne sont pas complets : dans certains cas, le pays d'études n'est pas mentionné. Il se peut donc que le nombre de professeurs ayant fait des études à l'étranger soit plus élevé.

(2) Parmi ces 14 diplômés à l'étranger, 4 ont fait des études en Allemagne, 4 en France, 3 en Belgique, 1 en Italie, 1 aux États-Unis et 1 à Constantinople. 23 de ces 33 professeurs détiennent des titres de troisième cycle, acquis pour 17 d'entre eux à l'étranger : 9 en Allemagne, 3 en Belgique, 2 en France, les 3 restants respectivement en Autriche, en Italie et en Angleterre. Parmi eux, 9 ont été boursiers de l'État grec. Cf. Dimitris G. Panayiotopoulos, *Éducation agricole et développement. L'école supérieure d'agronomie d'Athènes, 1920-1960* (en grec), Athènes, Éditions Ellinika Grammata, 2004, pp. 123-132.

élites économiques, à une époque où les titres universitaires sont rares, ne touchant que près de 3 % d'une classe d'âge, 101 des 148 plus puissants hommes d'affaires de la période allant de 1900 à 1940 en détiennent un, soit près de 7 sur 10, et 60 d'entre ces derniers ont fait leurs études à l'étranger, en Allemagne et en Suisse surtout, contre 41 qui les ont faites à Athènes (1).

Issus de familles bourgeoises pour une bonne part, les étudiants formés à l'étranger occupent des postes importants. La grande majorité d'entre eux se dirige vers le service de l'État, une minorité travaille dans le secteur privé, les affaires, et le plus souvent exerce une profession libérale. Bien que partielles, les données citées ci-dessus suggèrent que c'est en Allemagne qu'ont été formés la majorité de ceux qui ont tenu les sommets de l'État pendant la période considérée, particulièrement dans certains secteurs tels que l'éducation et l'armée : les pédagogues (2) et les militaires de haut rang, à quelques exceptions près, sont tous passés par l'Allemagne. La plupart de ceux qui ont fait des études dans d'autres pays, en France surtout, travaillent plutôt dans le secteur privé. Cette « division du travail » tient à l'image de la supériorité de l'enseignement et de la pédagogie allemands qui prévaut alors, aux liens politiques privilégiés de la Cour grecque avec la famille impériale d'Allemagne, et à la présence économique grandissante de ce pays en Grèce dès le début du xx^e siècle (avant qu'elle n'y égale celle de la Grande-Bretagne pendant les années 1930) (3). Ce constat doit néanmoins être affiné. Quantitativement moindre, la présence de ceux qui ont fait des études en France au sein de l'État n'est pourtant pas négligeable. Du fait de leur nombre, on les trouve dans tous les secteurs, notamment dans ceux où la France jouit d'une réputation certaine : on peut ranger dans cette

(1) Aliki Vaxeavanoglou, *Les capitalistes grecs (1900-1940). Approche économique et sociale* (en grec), Athènes, Éditions Thémelio, 1994, p. 143.

(2) En fait, de 1870 à 1940 aucun pédagogue grec ayant joué un rôle dans l'éducation n'a été formé en France. Significatif à cet égard est le fait qu'en 1895 fut adoptée la loi BTMΘ qui institutionnalise la maternelle. Cette loi est une copie de la loi française du 30 octobre 1886, dite loi Goblet. Voir Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968, p. 272. Or, lors de sa discussion au Parlement grec, aucune référence n'a été faite à la loi française. À noter, toutefois, la forte influence française jusqu'à la fin du xix^e siècle dans le domaine de la gymnastique, influence due à la présence des gymnastes formés en France.

(3) Aggelos G. Elefantis, *La promesse de la révolution impossible. Parti communiste et régime bourgeois dans la période de l'entre-deux-guerres* (en grec), Athènes, Thémelio, 1979, pp. 181-184.

catégorie les ingénieurs civils et, surtout, les ingénieurs agronomes puisque ceux-ci, faute d'établissement pour cela avant 1920, sont alors formés à l'étranger. Parmi les 52 ingénieurs agronomes recensés jusqu'à la fin du XIX^e siècle, 31 ont fait leurs études en France (à Paris, à Montpellier, et surtout à Grignon) et 4 autres à la fois en France et dans un autre pays (1). Quant aux futurs ingénieurs civils, bien qu'ils se tournent de plus en plus vers l'Allemagne, les établissements français, notamment l'école des Ponts-et-Chaussées, en attirent toujours un bon nombre, comme on le voit par l'exemple des professeurs de l'École polytechnique.

Beaucoup de ceux qui ont fait leurs études en France se dirigent néanmoins vers le secteur privé. Ce sont avant tout des gens exerçant une profession libérale, la médecine et le droit en premier lieu. On peut ranger bon nombre d'hommes de lettres et d'artistes dans la même catégorie : durant le XIX^e siècle, ceux-ci se partagent entre Paris, Munich et diverses villes italiennes, Rome surtout (2), mais pendant les premières décennies du XX^e siècle un nombre de plus en plus grand d'entre eux se rend à Paris, qui constitue leur principale référence. Contrairement aux étudiants grecs en Allemagne, donc, ceux de France sont moins souvent boursiers, ils sont plus orientés vers les professions libérales et proviennent probablement de couches sociales plus aisées. Enfin, si on tient compte du fait que l'université d'Athènes a été, jusqu'à la fin des années 1920, facilement accessible aux postulants, on peut faire l'hypothèse que ceux qui font leurs études en France sont plutôt des héritiers. En d'autres termes, faire ses études en France de préférence à l'Allemagne, qui incarne un certain type de savoir spécialisé (pédagogique, technique, militaire, en particulier), relève de la stratégie de distinction de certaines professions libérales.

Les trajectoires des étudiants, telles qu'elles ont été esquissées, se répercutent sur l'influence culturelle des pays d'accueil et son mode de perpétuation. À l'instar des groupes qui occupent les sommets de

(1) Cinq d'entre eux sont diplômés de l'École francophone de Gembloux, en Belgique ; sept autres ont fait leurs études en Allemagne et trois aux États-Unis ; Leonidas Kallivretakis, *La dynamique de la modernisation agricole en Grèce au XIX^e siècle* (en grec), Athènes, Institut Culturel de la Banque Agricole de Grèce, 1990, pp. 146-148.

(2) Antonis Vaos, *L'enseignement des arts dans l'éducation grecque* (en grec), Athènes, Ellinika Grammata, 2000.

l'État, l'influence allemande est territorialement restreinte, mais forte, en vertu de l'identification à une certaine image de l'Allemagne et de la formation d'un esprit de corps correspondant. L'un des effets les plus tangibles de cet esprit sera l'absence, à de rares exceptions près, de toute attitude critique vis-à-vis du système éducatif allemand : même dans les périodes les plus sombres de l'histoire de ce pays, notamment sous le nazisme, rares seront les ex-étudiants grecs des universités allemandes à le mettre en cause. La connaissance de la langue et des ouvrages allemands fonctionne comme gage de savoir, signe par excellence de distinction des supposés « savants », et garantit la déférence à leur égard. L'esprit de corps manifesté par le groupe en question sera cependant insuffisant pour qu'il se constitue en mandarinat et se comporte, en conséquence, à l'instar de ses pairs allemands étudiés par Fritz Ringer (1). Les dissensions permanentes et vives sur les orientations éducatives à suivre au sein des partis et parmi les enseignants d'Allemagne, pendant la période allant des années 1870 à l'avènement du nazisme (2), se reproduisent chez les étudiants et les enseignants grecs et ternissent leur aura en tant que spécialistes, d'où la dépendance de ces derniers à l'égard des hommes politiques. En même temps, elles confortent la perpétuation de la vénération pour la science et la pédagogie allemandes puisqu'elles servent souvent de moyen de démarcation par rapport aux autres groupes, rendant du coup plus difficile la remise en cause de l'identification avec tout ce qui est allemand. Nous nous trouvons là face à une contradiction frappante : bien que plusieurs enseignants et savants se veuillent idéologiquement libéraux ou « de gauche », ils se targuent de la « supériorité » de la science allemande. Il n'est donc pas étonnant que, malgré la relative stagnation du nombre des étudiants grecs en Allemagne après la Première Guerre mondiale, leur influence ait perduré dans plusieurs domaines, notamment dans celui de l'éducation.

L'influence française, en revanche, est plus étendue, mais moins vive. La France apparaît moins comme le lieu du savoir ou des affaires que comme le pays de la culture. Sous cet angle, elle attire

(1) Fritz Ringer, *Education and Society in Modern Europe*, Bloomington, Indiana University Press, 1979.

(2) Helmut Becker, Gerhard Kluchert, *Die Bildung der Nation. Schule Gesellschaft und Politik von Kaiserreich zur Weimarer Republik*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1993.

aussi bien les gens de l'art et des lettres que les professions libérales. Cette perception – nourrie par la consécration du français comme langue internationale, et surtout comme langue de distinction de la haute société dans la région – en fait la référence obligatoire pour les élites grecques, y compris chez ceux qui ont fait des études en Allemagne. C'est pourquoi nombreux sont ceux, notamment parmi les hommes politiques et les hommes d'affaires, qui, après avoir fait des études en Allemagne, passent un certain temps en France, surtout à Paris, pour compléter leur formation.

Cet état de choses n'est pas sans conséquences sur la durée respective de l'influence de l'un ou l'autre pays. L'influence culturelle allemande restera relativement limitée, mais résistera au temps. Longtemps, voire jusqu'à nos jours, l'école grecque, notamment l'université, demeurera sous l'influence des pédagogues et des enseignants qui ont fait des études en Allemagne ou celle de leurs épigones. L'influence française, en revanche, va péricliter progressivement. Décisive pour cette évolution est la promulgation, en 1928, de la loi 4862, qui interdisait la scolarisation des élèves grecs dans les 47 écoles élémentaires étrangères, dont près de 30 écoles catholiques françaises. En vertu de cette loi, 6000 jeunes Grecs quittent ces écoles, et plusieurs d'entre elles sont contraintes de fermer, faute d'élèves (1).

Encore plus déterminante est la présence américaine grandissante après la Deuxième Guerre mondiale et, surtout, la formation depuis les années 1930 d'un nouveau groupe de jeunes formés dans les *colleges* américains de Grèce et, par la suite, dans les universités américaines, groupe qui revendique avec force sa présence dans l'espace public. Cette évolution se manifeste quantitativement. En 1962 encore, selon le *Who's Who*, sur les 224 hommes d'affaires cités, 91 % parlent français, 63,3 % anglais et 45,4 % allemand (2). Or, pendant la même décennie, l'anglais supplante le français au sein de l'enseignement secondaire, alors que l'Allemagne et les États-Unis d'abord, l'Italie et le Royaume-Uni ensuite, passent devant la France

(1) Stavros T. Tzoumeleas, « Brève histoire de l'éducation privée en Grèce » (en grec), *Bulletin de l'Enseignement Élémentaire*, 1932, pp. 188-194.

(2) Alikì Vaxevanoglou, *op. cit.*, p. 192.

quant au nombre d'étudiants grecs accueillis (1). La montée en puissance de ceux qui ont fait des études aux États-Unis, et plus généralement dans les universités anglo-saxonnes, se fait sentir sur tous les plans, mais non sans heurts. Elle se heurte à la réaction d'une partie de la population, traditionnellement réceptive à la culture française et, surtout, à la forte opposition des universitaires germanophones.

Pandelis KIPRIANOS
Université de Patras

(1) Pandelis Kiprianos, « Diplômes et État: sur la "passion" de l'école dans la Grèce contemporaine », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXVI, n° 143, juillet-septembre 1995, pp. 597-619.